

RAPPORT N° 2023/7-07
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 07 décembre 2023

OBJET

**AVENANT N°1 AU MARCHÉ 23/026 EXPLOITATION DES DECHETTERIES DE LA CINOR - LOT 1 :
EXPLOITATION DES DECHETTERIES DE SAINT DENIS – TRANSFERT DE CONTRAT**

La CINOR a confié, par appel d'offres, un marché de prestations de gestion des déchetteries, alloti comme suit

LOT 1 : Sur Saint-Denis : Sainte-Clotilde (60h/semaine), La Montagne (59,30h/semaine), Cité Hyacinthe (60h/semaine), La Bretagne (59,30h/semaine) et La Bellepierre (60h/semaine).

Durée du marché : une durée totale de 36 MOIS hors Bellepierre 27 mois

Montant du marché : 2 134 800 € HT

Attributaire : Citéva

LOT 2 : Sur Sainte Marie et Sainte-Suzanne : La Mare (59,30h/semaine), Gaspards (60h/semaine), Bagatelle (60h/semaine), La Marine (59,30h/semaine) et Commune Bègue (60h/semaine).

Durée du marché : une durée totale de 36 MOIS

Montant du marché : 1 737 185,04 € HT

Attributaire : Valderun

Le mandataire provisoire de la société Sarl Citéva a informé par courrier en date du 30 novembre 2023 la Collectivité que son fonctionnement régulier est entravé du fait de l'impossibilité pour le dirigeant d'exercer ses fonctions au sein de la société. La dégradation de l'exploitation est telle que la société Sarl Citéva n'est plus en mesure d'assurer le marché confié par la Collectivité. Ces circonstances rendent impossible le fonctionnement normal de la société **Sarl Citéva** contraignant ainsi de transférer son activité d'exploitation des déchetteries de la CINOR. La société **Sarl Citéva** envisage de substituer la société **Valderun** dans ses droits et obligations résultant dudit contrat.

L'article 4.10 du CCAP du présent marché prévoit l'option n°2 *En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il pourra être procédé au transfert d'un contrat au profit d'un nouveau titulaire.*

Ainsi, le transfert de l'intégralité des prestations prévues au marché à la Société VALDERUN, présentant les mêmes garanties et capacités que celles fournies au moment de l'attribution du marché qui accepte de reprendre purement et simplement l'exécution dudit contrat dans les mêmes conditions, c'est-à-dire sans modification de son objet ou de ses conditions économiques.

Les conditions économiques du marché étant préservées, cette modification de titulaire pourra être actée par la passation d'un avenant tripartite (société **Sarl Citéva** /VALDERUN /CINOR).

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives du présent rapport,
- Autoriser le Président à signer l'avenant n°1 pour le lot 1- Exploitation des déchetteries de Saint Denis,

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Acte de réception en préfecture
974-2497401-9-20231207-BC2023-7-07-DE
Date de télétransmission : 07/12/2023
Date de réception en préfecture : 07/12/2023

**DECISION N° 2023/7-07
du Bureau de la Communauté
en séance du 07 décembre 2023**

OBJET

AVENANT N°1 AU MARCHE EXPLOITATION DES DECHETTERIES DE LA CINOR - LOT 1 : EXPLOITATION DES DECHETTERIES DE SAINT DENIS – TRANSFERT DE CONTRAT

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/7-07 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20231207-BC2023-7-07-DE
Date de télétransmission : 07/12/2023
Date de réception préfecture : 07/12/2023

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives du présent rapport.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer l'avenant n°1 pour le lot 1- Exploitation des déchetteries de Saint Denis

Nombre de votants : 12 (dont 2 procurations)
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 07 DEC 2023

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20231207-BC2023-7-07-DE
Date de télétransmission : 07/12/2023
Date de réception préfecture : 07/12/2023